

BUREAUX
 ROUBAIX. - 69-71, Grande-Rue. Tél. 227.32, 227.53 et 227.54.
 TOURCOING. - 22, rue Carnot. Tél. 37.
 LILLE. - 3, rue Pailherbe. Tél. 539.51.
 PARIS. - 28, boulevard Poissonnière. Tél. Professionnel 77.24.
 MOUSCRON. - 105, rue de la Station. Tél. 544.
ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!
 Pour vendre une marchandise il faut la montrer à l'acheteur... Ou peut-on mieux la lui présenter que dans la presse?

Après le discours du Führer et les déclarations de M. Roosevelt C'est sans contre-partie que l'ALLEMAGNE veut rentrer en possession de ses anciennes colonies

La presse du Reich lie la question coloniale avec les « revendications naturelles de l'Italie » et déclare que les deux puissances ne seraient pas responsables de la guerre, si elle venait à éclater parce que leurs revendications justifiées ne seraient pas satisfaites.

Berlin, 2 fév. — Le discours du Führer au Reichstag a donné le signal de la nouvelle saison politique. Pour le moment, la question coloniale passe pour l'Allemagne au premier plan et la liaison de cette question avec « les aspirations naturelles de l'Italie » n'est pas camouflée. De plus, les commentaires allemands sur le discours de M. Chamberlain, de même que les déclarations des milieux autorisés repoussent toute liaison entre les revendications coloniales allemandes et un règlement plus général des problèmes européens.

L'Allemagne exige le retour de ses colonies sans contre-partie d'aucune sorte. Il convient de constater que la phrase du Führer : « Moi, le crois en une longue paix » paraît avoir été insérée en dernière heure dans le discours, car cette phrase ne se trouve ni dans la traduction française, ni dans la traduction anglaise remise aux journalistes le soir même du discours, par le ministère de la Propagande.

La presse allemande souligne de plus en plus l'opposition entre les puissances fascistes et les puissances satisfaites. Une première campagne a été déclenchée, mercredi soir, contre le Président Roosevelt, accusé d'être l'allié de Moscou.

Les journaux s'élèvent en même temps contre certaines interprétations des dé-

LA PROMESSE D'AIDE AUX DÉMOCRATIES faite par le Président des États-Unis



M. HOOVER

est approuvée par la presse américaine

Par contre, les journaux allemands et italiens traitent M. Roosevelt de provocateur et d'ennemi de la paix

New-York, 2 février. — Les déclarations faites par M. Roosevelt devant la Commission militaire du Sénat recueillent de larges approbations dans la presse américaine.

Les organes new-yorkais et les principaux journaux de province saluent avec enthousiasme la promesse faite par le président aux démocraties de leur aider par des envois d'armes et de munitions « afin de leur permettre de résister à l'impérialisme des États totalitaires ». Cependant, une partie de la presse critique le secret dans lequel M. Roosevelt a communiqué ses décisions au Sénat.

Le « New-York Herald Tribune », tout en étant d'accord sur le principe de coopération avec les démocraties, attire l'attention de M. Roosevelt sur la nécessité de tenir la nation américaine au courant de la situation internationale et des graves décisions que le gouvernement peut être amené à prendre.

Le journal loue à cette occasion la maturité de l'opinion publique aux États-Unis et il écrit : « La nation entre dans la crise beaucoup mieux préparée que lors des années critiques de 1914 à 1917. Nous approuvons la manifestation de sympathie de M. Roosevelt à l'égard des démocraties et partageons l'avis du président que la menace continuelle que les dictateurs font peser sur le monde a atteint un degré exigeant une unité d'action de la part des démocraties. »

Le « New-York Times », après avoir rappelé les procédés employés par la diplomatie nazie pour conquérir l'Autriche et la Tchécoslovaquie, met en

garde contre la confiance qu'on serait tenté d'accorder aux récentes déclarations de M. Hitler.

(Lire la suite page 2.)

Le nouveau ministre de Bulgarie à Paris



M. NIKOLA BALABANOFF

ancien ministre de Bulgarie à Prague qui vient d'être nommé à Paris

Le « BOURREAU », M. ANATOLE DEIBLER qui avait procédé au cours de sa carrière à 400 exécutions, est mort subitement à Paris

IL AURAIT CHOISI SON NEVEU COMME SUCCESEUR

Paris, 2 février. — Jeudi matin, à la station du Métro de la Porte Saint-Cloud, le « bourreau », M. Anatole Deibler, s'est affaissé subitement. Transporté à l'hôpital Ambroise-Paré, il y est décédé.

M. Anatole Deibler, dont le titre officiel était « exécuteur en chef » était



M. DEIBLER

né à Rennes le 9 novembre 1863. Entré en fonctions le 1^{er} janvier 1899, il succédait à son père, Louis Deibler, à son grand-père et à son arrière-grand-père. La première exécution capitale à laquelle il a procédé en qualité d'aide de Louis Deibler, a eu lieu le 31 mars 1892. Après l'exécution de Gorguloff, le 28 juillet 1932, M. Anatole Deibler avait adressé au ministre de la Justice un préavis de démission; mais à la demande de la direction des affaires criminelles, il avait accepté de rester en fonctions aussi longtemps que son âge et son état de santé le permettraient. Le 24 janvier dernier, il exécutait à Lyon l'Arabe Sada Abdel Kader. Cette exécution aura été la dernière de sa longue « carrière » au cours de laquelle il procéda à plus de 400 exécutions.

L'exécuteur en chef n'est pas fonctionnaire à proprement parler; il est rétribué sur le chapitre des hautes œuvres de justice. En 1938, ses « gages » ont été portés de 18.000 avant la guerre à 25.000 francs. Il perçoit en outre, des indemnités pour frais de transport, de séjour, rétribution des aides.

M. Anatole Deibler, qui vivait avec sa femme et sa fille, Mlle Marcelle Deibler, menait une vie très retirée et sortait rarement. L'exécuteur en chef avait le droit de choisir son successeur, celui-ci sera vraisemblablement M. André Obrecht, neveu et premier aide de M. Anatole Deibler.

Une exécution à Rennes doit être différée

L'exécution de l'assassin Pillorze, qui devait avoir lieu vendredi matin à Rennes, a été différée en raison de la mort subite de M. Anatole Deibler.

Il ne pourra y être procédé qu'après la désignation d'un nouveau titulaire de l'emploi.

LA RUSSIE ROMPT SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA HONGRIE

Moscou, 2 février. — M. Litvinov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, a avisé le ministre de Hongrie à Moscou que le gouvernement des Soviets a décidé de rompre les relations diplomatiques avec la Hongrie.

Un communiqué de l'agence Tass précise que cette décision a été prise en raison de la forte pression que subit la Hongrie, depuis les accords de Munich, de la part de « certains États ».

Le cas du Docteur Martens condamné à mort pour haute trahison, amnistié et nommé membre de l'Académie royale flamande de médecine provoque en Belgique une journée tumultueuse

A LA CHAMBRE la fraction wallonne et la fraction flamande s'opposent l'une à l'autre

Pris à partie par certains socialistes et par les communistes, M. SPAAK menace de démissionner

L'ORDRE DU JOUR PUR ET SIMPLE ACCÉPTÉ PAR LE GOUVERNEMENT EST ADOPTÉ PAR 88 VOIX CONTRE 86

Le soir, le premier ministre est attaqué et blessé par des manifestants près de son domicile, à Saint-Gilles

Bruxelles, 2 février. — Tandis que les environs du parlement et la zone neutre prenaient de nouveau, jeudi après-midi, l'aspect d'une ville en état de siège, à cause des manifestations des anciens combattants contre la nomination du docteur Martens, la Chambre se réunissait à 14 h. sous la présidence de M. Huysmans.

Le débat prit immédiatement une allure passionnée. Il s'agissait de prendre en considération le projet de M. Baillon, député catholique de Bruxelles, refusant aux trahisseurs condamnés à mort pour trahison pendant la guerre, puis amnistiés, le droit d'être nommés membres de l'Académie royale.

Au nom des Flamands, MM. Van Cauwelaert (catholique) et Borginon (nationaliste flamand) s'opposèrent à la prise en

La guerre en Espagne « JUSQU'AU BOUT ! »

déclare M. Négrin aux Cortès qui l'approuvent

Cependant les troupes nationalistes ont dépassé Berga à 35 kilomètres de Puigcerda

Burgos, 2 février. — On annonce que l'avance nationaliste continue dans tous les secteurs du front catalan.

Le corps d'Urgel, après avoir occupé Berga, très important nœud de communications qui se trouve à environ 35 kilomètres à vol d'oiseau de Puigcerda, poursuit l'adversaire qui se retire vers le Nord.

De son côté, le corps de Mastrago a occupé les villages de San Martin de Ruidperas et de Thradell et est parvenu à 30 kilomètres de Ripoll. Quant aux légionnaires, ils avancent le long de la côte.

Les gouvernementaux manœuvrent pour ne pas être encerclés

Puigcerda, 2 février. — L'armée gouvernementale opérant dans la région de Berga se déplace lentement vers l'Est, vers Ripoll et Viat, pour éviter d'être

LA CHAMBRE a ouvert la discussion du projet relatif à la retraite pour les vieux travailleurs

Le renvoi a été voté du texte de M. Pomaret à la commission d'assurance et de prévoyance sociale

(Lire nos informations page 2.)

M. FRANÇOIS PIETRI prononce un discours en faveur du parlementarisme



Paris, 2 février. — M. François Pietri, député, qui présidait le déjeuner offert en son honneur par le Cercle républicain, a prononcé un discours sur le parlementarisme.

M. Pietri a défendu avec vigueur le système parlementaire, grâce auquel le peuple commande, et il a montré que si les gouvernements autocratiques qu'établissent ou subissent le contact de la foule, celle-ci, qui est passionnément servile, ne fait jamais mieux que d'obéir.

Il a adjuré les Français de se garder contre le mirage d'une autorité, qui ces-

Libres propos

Soyons bons, ne soyons pas imprudents

La France accueille à bras ouverts les réfugiés espagnols. C'est bien. Les traditions d'humanité et de générosité de notre pays lui commandent d'agir ainsi. D'autre part, sa position géographique la met dans l'obligation d'ouvrir sa frontière aux pauvres gens qui, à tort ou à raison, croient devoir fuir le théâtre de la guerre civile.

Les femmes, les enfants, les vieillards qui, presque morts de faim et de fatigue, traversent la montagne dans la neige et la pluie, pour chercher, chez nous, du pain et des soins, méritent une immense pitié. Nous n'avons pas le droit de décevoir leur espérance et leur confiance, même s'ils obéissent à la panique qui s'est emparée des populations de la Catalogne à la suite de l'effondrement des troupes gouvernementales, même si cette panique des civils est injustifiée.

Aucune considération ne peut empêcher le gouvernement et les autorités de remplir tout leur devoir vis-à-vis de ces lamentables et innocentes victimes d'une lutte fratricide et cruelle.

Le geste de la France compatissante et humaine est noble et grand. Il s'élève bien au-dessus des misérables contingences de la politique et forme un contraste frappant avec l'attitude de certains pays où des nationaux ne sont même plus chez eux.

D'accord, me direz-vous, pour les femmes, les enfants, les invalides, mais pour les hommes, les soldats ? Nous y arrivons.

Il est certain, puisque la guerre n'est pas terminée, que les combattants qui se réfugient sur le territoire français, quand la lutte continue en Espagne, font figure de déserteurs. Leur place n'est pas chez nous, elle est chez eux, dans les tranchées.

Et quand ces Espagnols en uniforme proclament qu'ils veulent toujours la

guerre et quand ils profitent d'une hospitalité très libérale pour se livrer sur notre sol à des actes de propagande politique ou révolutionnaire, nous avons le droit et le devoir de leur dire : « Halte là ! »

La France commettrait une très grave imprudence si elle permettait aux réfugiés, et surtout aux hommes et aux soldats, de créer de l'agitation comme cela a été constaté cette semaine à la frontière pyrénéenne.

Nous avons déjà assez de meneurs et d'agitateurs qui se réclament de la nationalité française. Il faut que les étrangers que nous accueillons chez nous se tiennent tranquilles et qu'ils n'oublient pas que nous ne voulons pas de l'intervention. Si nos extrémistes les trompent en leur faisant croire le contraire, il appartient aux pouvoirs publics de les démentir.

Nous voulons être bons pour toutes les misères, mais nous ne voulons pas, par une conduite imprudente, compromettre notre sécurité et la paix.

Louis DARTOIS.

Une conférence interministérielle a examiné la question des achats d'avions à l'étranger

Paris, 2 février. — Une conférence a réuni, jeudi soir, au ministère de la guerre, sous la présidence de M. Daladier, MM. Georges Bonnet, Guy La Chambre et Paul Reynaud.

Les ministères se sont entretenus, notamment, de la question des achats d'avions à l'étranger.

À Munich, une exposition de la Presse française vient de s'ouvrir dans les salons de l'Institut pour la science journalistique.

Jedi après-midi, un accident mortel de chasse s'est produit à Osdancourt, près de Reims. Au cours d'une battue pour la destruction des lapins, le garde Marcel Joseph, d'une société de chasse, a tué son fils Pierre, âgé de 6 ans.



AU BOULOU, LES MILICIENS ESPAGNOLS SONT ENMÉNÉS DANS UN CAMP DE CONCENTRATION (Ph. G. B.)